

Six membres du parti ouvrier assassinés en Turquie

Les néo-fascistes cherchent à créer
un climat favorable à la dictature

Le terrorisme politique en Turquie
a atteint son apogée avec le mas-
sacre collectif de 6 membres du
Parti Ouvrier de Turquie les 8-9
octobre à Ankara. Depuis la
signature de l'accord de cessez-le-feu
en 1974, les attaques ont continué à

et son 11.000 des assassinés
sont inconnus.
Avec l'assassinat de
membres du Parti O-
uvrier les partisans
politiques, nous
l'opinion publique
s'aggrave en
1978.

Sechs Marxisten in der Türkei ermordet

AP). Das Komman-
dorelement rechtlich
Gruppe hat der
ermordet sechs po-
litarbeiter. Die
Mitarbeiter
gewalttätig in

der Wohnung anwesendes Per-
sonen erschossen, die als Mit-
glieder der Jugendorganisation
der marxistischen türkischen
Arbeiterpartei identifiziert wur-
den.

Zwei unverletzte Opfer des
bomben wurden
in Taten bei ih-
ren Geiseln mitge-

Six Turkish Labour party members murdered by gunmen

ANKARA, Oct 9 - Six members
of the Turkish Labour Party were
killed and two were wounded
in the attack on an Ankara party
office. The bodies of the abductees
were found on the highway.
It was one of the most savage
political violence.

...the bodies of the abductees
were found on the highway.
It was one of the most savage
political violence.

MASSACRE A ANKARA

POURQUOI?

MASSACRE A ANKARA, POURQUOI?

AGENCE INFO-TURK
Section de
Recherche-Traduction-Documentation
BRUXELLES - NOVEMBRE 1978

Edité en
français, anglais et allemand

Réalisation et diffusion:

COODIFF s.c.
Square Ch.M. Wiser 13, Boîte 2
1040 BRUXELLES

Tél: 32-2-230 34 72

D/1978/2198/25

LE MASSACRE A ANKARA

Au cours de la nuit des 8-9 octobre 1978, dans la capitale de la République de Turquie, 7 membres du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) sont attaqués dans la maison où ils logeaient par un groupe d'assassins.

Quatre tueurs inconnus baillonnent cinq des victimes avec des chiffons imbibés de chloroforme, leur lient les mains avec du fil de fer et tirent ensuite. Ils en tuent quatre sur le coup: Latif Can, Hürcan Gürses, Efraim Ezgin et Osman Nuri Uzunlar. Le cinquième Serdar Alpen est très gravement blessé. Il mourra à l'hôpital quelques jours plus tard.

En partant, les agresseurs enlèvent alors deux autres membres du parti, Faruk Ersan et Salih Genvenci. Leurs cadavres seront retrouvés par la police au bord d'une autoroute, 40 kilomètres à l'ouest d'Ankara.

Le journal The Times commenta l'évènement en signalant: "C'est le plus terrifiant incident de la marée de violence politique qui a envahi la Turquie cette année."

De fait, c'est le point culminant de la terreur fasciste qui a commencé en 1969 par le "dimanche sanglant" et a fait plus de mille victimes en dix ans.

de 1969 ...

Le dimanche sanglant...Le commencement de la terreur fasciste en Turquie. Le 16 février, des groupes armés d'extrême-droite ont attaqué une manifestation anti-USA et tué deux personnes.



... à 1978

Le point culminant de la terreur fasciste en Turquie... Les 8-9 octobre 1978, sept membres du Parti Ouvrier de Turquie ont été assassinés à Ankara par un groupe armé d'extrême-droite...



LES MANŒUVRES OBSCURES DE LA CONTRE-GUERILLA

Comme le Premier Ministre Bülent Ecevit l'a déclaré lui-même la terreur politique est provoquée par des forces "obscuras" qui veulent ainsi arrêter le processus de démocratisation en Turquie.

Et en effet, ces forces s'efforcent de montrer l'image que les conflits entre la gauche et la droite prendraient une dimension telle qu'elle rende l'intervention de l'Armée inévitable.

C'est pour renforcer cette idée que la violence politique dirigée a pris pour cible, avant le massacre à Ankara, les leaders et les militants des partis politiques.

Le 23 septembre 1978, deux inconnus ont attaqué le siège du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) pour assassiner le secrétaire général de ce parti, le Dr. Nihat Sargin. Ne pouvant réaliser leur dessein, ils s'échappèrent en blessant par balles deux membres du parti.

C'est aussi à Istanbul, le 3 octobre 1978 que des individus non-identifiés ont assassiné le président local du Parti d'action Nationaliste (MHP) organisation néo-fasciste, ainsi que son fils.

En exécutant le massacre à Ankara, les responsables de cette terreur politique voulaient convaincre l'opinion publique qu'il s'agissait d'une opération de revanche dans le conflit entre les deux camps politiques en Turquie.

Il est d'ailleurs significatif que c'est justement pendant ces événements sanglants, que le leader du MHP, l'ex-colonel Türkeş a demandé la proclamation de la loi martiale, déclarant de plus que tous les membres de son parti devraient avoir l'autorisation de port d'armes.



O. Nuri Uzunlar



Hürcan Gürses

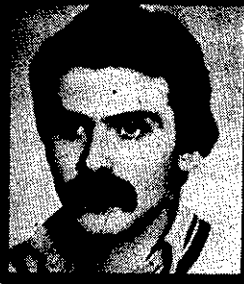
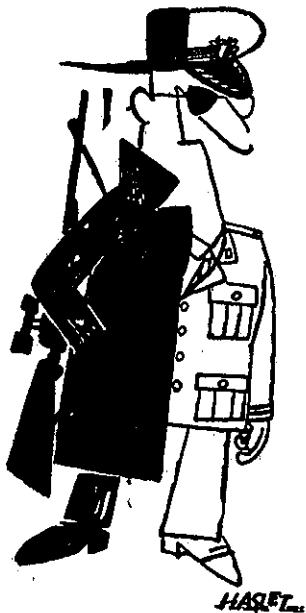


Bien que le Premier Ministre Ecevit parle de forces "obscures", il n'ose pas prononcer de noms. Des preuves nombreuses obtenues par des opérations de police et de gendarmerie montrent clairement que la grande majorité des assassinats politiques ont été exécutés par les troupes de commandos paramilitaires ou les groupes de tueurs du MHP néofasciste.

La septième victime du massacre à Ankara, Serdar Alten avant de mourir à l'hôpital a pu affirmer que ses agresseurs étaient des militants d'extrême-droite et qu'il pouvait les identifier.

Il existe aussi certains indices qui prouvent que ces bandes sont manoeuvrées, encouragées et même protégées par certaines organisations officielles de l'appareil d'Etat. Les plus importants sont l'Organisation Nationale des Renseignements (MIT) et l'Organisation de Contre-Guérilla.

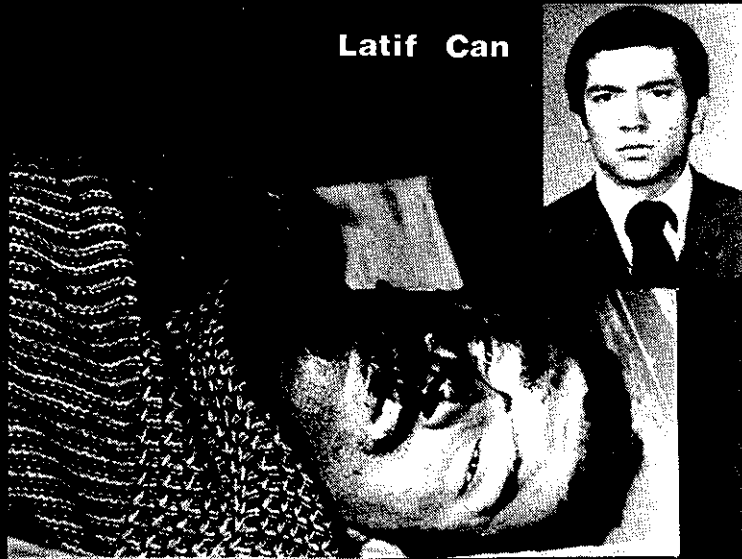
La MIT a des fonctions semblables à celles de la CIA. Quant à l'autre, il s'agit d'un groupement qui se livre à des opérations secrètes. Quoique son nom courant soit Contre-Guérilla, on l'appelle officiellement le Département de la Guerre Spéciale. La Mission d'Aide Militaire Américaine et ce département sont dans le même bâtiment à Ankara. L'entraînement des officiers de ce département est pris en charge



Faruk Ergan



Latif Can



par les services secrets des Etats-Unis. Le but apparent de cette organisation c'est de mettre en place des forces de résistance à un "soulèvement" ou à une agression étrangère. Mais dans plusieurs instructions officielles de ce département, le "soulèvement" est défini comme "opposition politique et sociale contre l'ordre établi au pays". C'est en se basant sur cette interprétation que, durant la période de répression militaire entre 1971 et 1973, l'Organisation de Contre-guérilla a organisé et exécuté des accusations, des chasses à l'homme et des tortures contre tous ceux qui désapprouvaient l'ordre social existant et l'intervention militaire.

Ces pratiques inhumaines provoquèrent une telle réaction parmi les masses populaires qu'Ecevit lui-même fut obligé d'inclure dans sa campagne électorale ce problème et promit de mettre fin aux activités illégales des départements de sécurité.

Mais, Ecevit, parvenu au pouvoir en 1974, au lieu de liquider cette sinistre organisation, accepta la nomination de plusieurs officiers de contre-guérilla comme commandants des unités de l'armée qui occupèrent la partie nord de Chypre. Ils ont formé là-bas un "bureau spécial" appelé "Bayraktarlık" qui contrôle tout ce qui passe dans la partie Turque de l'île.

En constatant une croissance sans précédent des forces de gauche en Turquie, la Contre-Guérilla recommença ses sinistres activités en 1975. Au début ses manœuvres secrètes avaient comme but d'intimider les gens de gauche et même tous les démocrates. Employant comme instruments les groupes para-militaires du MHP, la Contre-Guérilla fit assassiner 446 personnes pendant les 32 mois que durèrent la coalition du "Front Nationaliste" formé par quatre partis de droite.

Malgré cette campagne d'intimidation, les élections municipales de décembre 1977 eurent pour ré-



Efraim Ezgin



Salih Gevenci



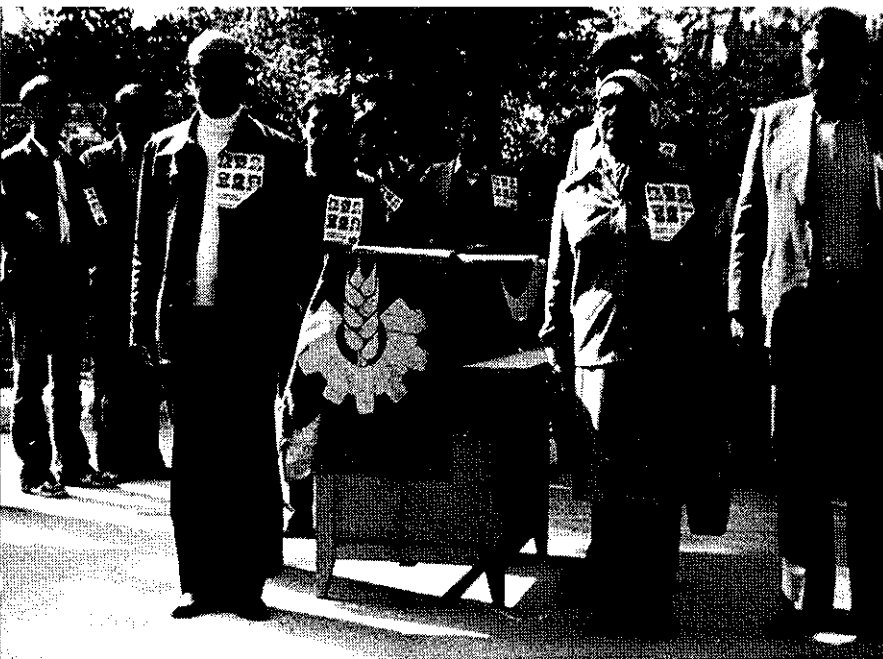
Les funérailles des victimes du massacre d'Ankara furent une manifestation de l'unité dans la lutte des forces démocratiques

sultat une défaite sans précédent des partis de droite et grâce à quelques transferts au Parlement, le Parti Républicain du Peuple (CHP) forma une coalition centre-gauche avec la participation des députés indépendants.

Aussitôt, l'Organisation de Contre-Guérilla et le MHP s'unirent pour mener une nouvelle campagne de terreur et intensifier leurs provocations et leurs actions, afin d'empêcher le gouvernement Ecevit de mettre en pratique certaines réformes radicales.

De fait, le parti d'Ecevit, quoique porté au pouvoir par le soutien des travailleurs, commença à évoluer à droite et à flirter avec Washington. Dans le but d'obtenir l'arrêt de l'embargo des





La Présidente Mme Boran et le Secrétaire Général Dr. Sargın du TIP à l'enterrement

armes américaines, Ecevit fit de nombreuses concessions politiques, économiques et militaires à l'administration Carter et accepta toutes les instructions du Fonds Monétaires International (FMI).

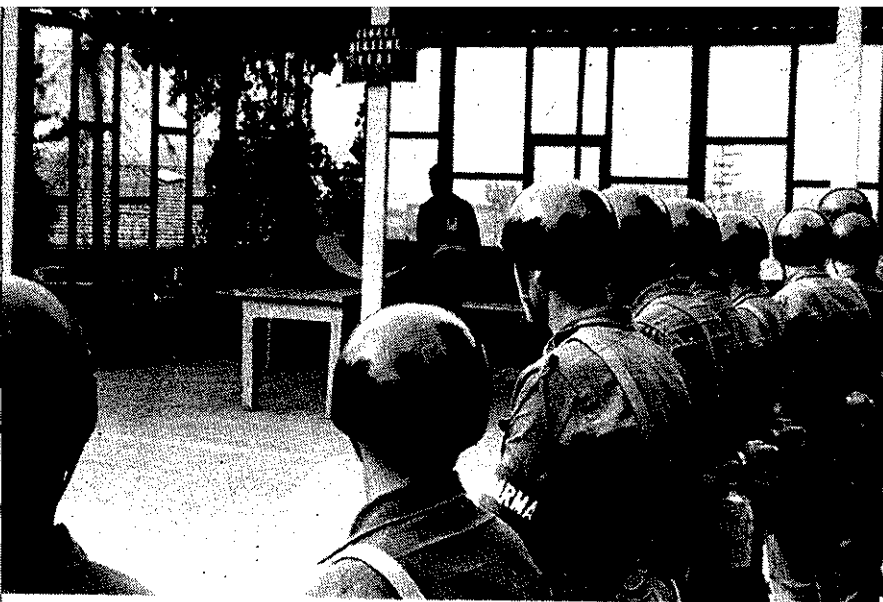
Immédiatement après avoir levé l'embargo sur les armes, le gouvernement turc accepta la réouverture de quatre bases militaires américaines en Turquie; ces bases sont utilisées par les Etats-Unis pour obtenir des informations en Union Soviétique. Mr. Ecevit a exprimé l'espoir que "une ère nouvelle (et positive a débuté dans les relations Turco-Américaines" et qu'"une réactivation des relations Turco-Américaines ne fortifiera pas seulement les forces de défense de la Turquie mais aussi son économie."



Les cercueils de victims du massacre tournèrent aux étendards de la lutte anti-fasciste

Dans ces circonstances, il ne serait pas réaliste d'attendre des mesures effectives contre les activités illégales de la Contre-Guérilla, puisque son promoteur et collaborateur, l'impérialisme des Etats-Unis, a été, encore une fois bien accueilli.

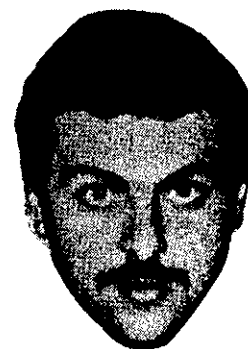
Néanmoins, malgré ce changement de position du gouvernement d'Ecevit se plaçant aux côtés des USA, des services secrets craignent un progrès qui pourrait remplacer le gouvernement actuel par un autre plus progressiste et plus radical. C'est pour cette raison que l'Organisation de Contre-Guérilla, l'Organisation Nationale des Renseignements et le parti néo-fasciste essaient d'inciter soit à proclamer la loi martiale, soit à réaliser un coup d'état militaire.



*Les soldats chargés d'empêcher les funérailles
d'Alten et ses camarades devant l'hôpital*



SERDAR ALTEN
ET SA CARTE DE PARTI



*Le gouvernement fit
tout ce qui est
possible pour empêcher
les funérailles des
victimes du massacre.
La même chose fut
répétée après la mort
de la septième
victime, Serdar Alten.
Mais devant
l'insistance du parti,
les funérailles
furent accomplies.*



LES LOUPS GRIS

Avant le massacre à Ankara, les commandos du Parti d'Action Nationaliste (MHP) avaient déjà assassiné plus de 500 personnes pendant des 9 premiers mois du gouvernement Ecevit.

Parmi les victimes, se trouvaient un procureur général, Doğan Öz et un professeur d'université, Bedrettin Cömert. Un autre professeur d'université, Server Tanilli, fut complètement paralysé par les balles des commandos.

Bien que certains suspects ont été arrêtés, la pluparts des tueurs sont toujours en liberté.

Quelle sorte de gens sont-ils?

Examinez la photographie ci-dessous.

Cette photo faite par les commandos eux-mêmes pour leur plaisir dans une section locale du MHP montre certains d'entre eux portant des revolvers.



Juste après le massacre, la Présidente du parti Behice Boran, allant voir le Premier Ecevit, lui demanda de prendre les mesures pour conserver la vie de Serdar Alten, seul survivant du massacre.

Alten avait déjà déclaré qu'il avait reconnu les tueurs et était capable de les identifier parmi les suspects qui seraient arrêtés. Mais ce dernier témoin est mort également quelques jours après.

Ses camarades attendirent deux jours la permission d'organiser ses funérailles.

A l'enterrement, la présidente du parti dit: "Ils n'ont pas pu sauver sa vie, mais ils ont voulu nous priver de sa mort!" Devant sa tombe, tous ses camarades jurèrent de continuer le combat auquel il a donné sa vie.

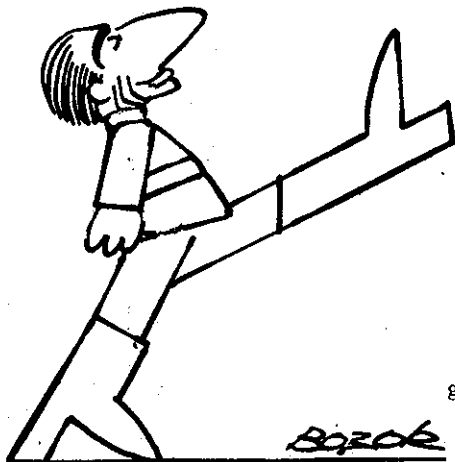


Ils font partie de ceux qui se choisissent eux-mêmes le nom de "Loup Gris".

Le loup gris est une bête légendaire représentant l'émancipation de la race turque. Comme le MHP est basé sur des principes racistes et sur l'idée de la supériorité de la race Turque, ses membres ont adopté l'image du loup gris comme symbole du parti, quoique son symbole officiel soit trois croissants.

Le chef de ce parti est l'ex-colonel Alparslan Türkeş qui était un ardent partisan de l'expansion nazie à travers le monde en 1940. Il fit partie des officiers de l'armée responsables du coup d'Etat du 27 Mai 1960, mais il fut chassé à l'étranger à cause de ses tendances autoritaires. Après son retour d'exil, il prit en main un petit parti pour en faire un parti néo-fasciste en 1965.

Il s'appelle lui-même "Başbuğ" (équivalent de führer en turc) et est appelé ainsi par ses militants auxquels il s'adresse en tant que: "Mes Loups Gris!"



Quoique son parti n'ait que trois députés au Parlement, il reçut le titre de vice-premier ministre dans un gouvernement de coalition de droite et plaça ses militants dans des postes gouvernementaux.

Grâce à cela, le MHP



a pu augmenter son influence sur certaines parties désespérées de la population et il a gagné aux dernières élections générales 16 sièges au Parlement. Il a aussi des organisations filiales comme les Clubs d'Idéalistes (Ülkü Ocakları), l'Association de la Jeunesse Idéaliste (ÜGD), l'Armée de Libération des Turcs Esclaves (ETKO) et les Commandos Turcs Tonnerre.

Les membres de ces organisations sont entraînés méthodiquement dans des camps militaires et on leur enseigne toutes les techniques de la guerre de commando.

Le MHP a comme but ultime la libération de tous les peuples d'origine Turque en Union Soviétique et leur union sous un empire à base raciale.

Türkeş et son parti sont les plus ardents partisans d'une politique étrangère pro-Américaine en Turquie. Il faut rappeler que le Colonel Türkeş dirigeait le Département de l'OTAN du quartier général des Armées Turques, quand il participa à la junte militaire de 1960.

Après avoir mis en place son organisation de terreur en Turquie, le MHP entreprit une vaste campagne de propagande et d'intimidation parmi les travailleurs turcs à l'étranger. Pendant ses voyages en Allemagne de l'Ouest, Türkeş rencontra Josef Strauss, dirigeant de la CSU et d'autres politiciens d'extrême-droite. Grâce au soutien et à l'assistance de ces milieux, les organisations filiales du MHP ont ouvert des sections dans les pays Européens comme l'Allemagne, la Hollande, la France et la Belgique et ont commencé à entraîner des enfants turcs désespérés pour former des unités de commando para-militaires.

Au cours d'opérations de police récentes, on trouva plusieurs preuves de l'entraînement militaire des Loups Gris. Une grande quantité de munition et d'armes à feu ont été découvertes dans les sections du MHP et de ses filiales.



Entraînement de tir dans une section du MHP

Certains des "Loups Gris" arrêtés pour actes de violence déclarèrent qu'on leur avait ordonné de tuer certains progressistes désignés par une liste noire faite par leurs supérieurs.

En accord avec les ordres de Türkeş, les Loups Gris abattent aussi les "rénégats" dans leurs propres rangs.

Les Loups Gris reconnus dans des actions terroristes s'enfuirent pour la plupart et se réfugient à Chypre ou dans les pays Européens. Les moyens pour quitter le pays sont fournis par l'Organisation de Contre-Guérilla. Il est donc possible que les tueurs responsables du massacre à Ankara sont maintenant dans un quelque pays d'Europe.



Une manifestation du Parti Ouvrier de Turquie à la place Taksim d'Istanbul

LUTTE DEMOCRATIQUE DU PARTI OUVRIER DE TURQUIE

Le but principal du Massacre à Ankara était manifestement de pousser le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) à la violence politique et ainsi de renforcer l'idée que les actes terroristes proviennent des deux camps, de la gauche comme de la droite. Si cet objectif était atteint, les forces "obscurcs" auraient un prétexte idéal pour la proclamation de la loi martiale ou pour une intervention militaire. Bien que certains groupes de gauche ont été impliqué dans des actes de violence pour se

défendre ou en fonction de considérations stratégiques, le TIP a toujours été décidé à ne pas tomber dans ce piège.

A propos du massacre de ses sept camarades, la présidente de parti Mme Boran a déclaré: "Nous refusons la terreur armée comme méthode de lutte. Notre réponse aux fascistes est de développer et implanter notre organisation parmi la classe ouvrière et les masses laborieuses."

Mme Boran a montré un autre aspect du massacre à Ankara: "Le but de cet assassinat est d'empêcher le développement de notre parti, d'intimider ses membres et de le faire disparaître si c'est possible. En éliminant ainsi le parti indépendant de la classe ouvrière et des masses laborieuses, l'arène politique sera abandonnée aux seuls partis bourgeois. Grâce à l'existence de ces partis, on gardera l'image d'une démocratie pluraliste que ne fera que masquer l'installation d'un régime de répression fasciste."

En effet, ce sinistre complot a déjà eu lieu plusieurs fois dans l'histoire de la République de Turquie.

Quoi que ce soient toutes les classes et catégories laborieuses de la population turque qui ont participé au combat contre les forces impérialistes dans la guerre de Libération Nationale, c'est une alliance des grands propriétaires terriens et de la nouvelle bourgeoisie urbaine qui a pris le pouvoir et exercé une dictature à parti unique par entremise du Parti Républicain du Peuple (CHP) de 1923 à 1950.

Pendant cette période, toutes les formations socialistes quelles que soient leurs noms, Parti Communiste de Turquie (TKP), le Parti Socialiste des Travailleurs et Paysans de Turquie (TSEKP) et le Parti Socialiste de Turquie (TSP) furent interdites et leurs dirigeants assassinés ou condamnés à lourdes peines d'imprisonnement.

Néanmoins, après la seconde guerre mondiale, de nouveaux partis bourgeois firent leur entrée sur la scène politique à cause de contradictions entre les propriétaires terriens et la bourgeoisie et aussi à l'intérieur de la bourgeoisie elle-même.

Mais le Parti Démocrate (DP) qui arriva au pouvoir en 1950 a conservé la même structure en empêchant les socialistes de participer à la vie politique. Il s'agissait là d'une première application



Résistance des ouvriers les 15 et 16 juin 1970

de "démocratie pluraliste" sans participation de la gauche.

Grâce à la croissance numérique des travailleurs et à la constitution adoptée par referendum en 1961, l'organisation politique de la classe ouvrière, le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) fut créé et rapidement implanté dans les masses. C'est le TIP qui fit connaître au peuple l'idée du socialisme scientifique et apporta la conscience de classe aux travailleurs et paysans.

Aux élections de 1965, en menant une campagne électorale sans précédent, le TIP gagna 15 sièges dans un Parlement de 450 membres et y défendit courageusement les intérêts de la classe ouvrière...

C'est pendant ces luttes que les dirigeants syndicaux socialistes abandonnèrent la confédération syndicale pro-USA et créèrent la Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK).

Avec la fondation de ce syndicat, les luttes économiques des travailleurs industriels prirent une grande ampleur comme par exemple dans les événements 15 et 16 juin 1970.

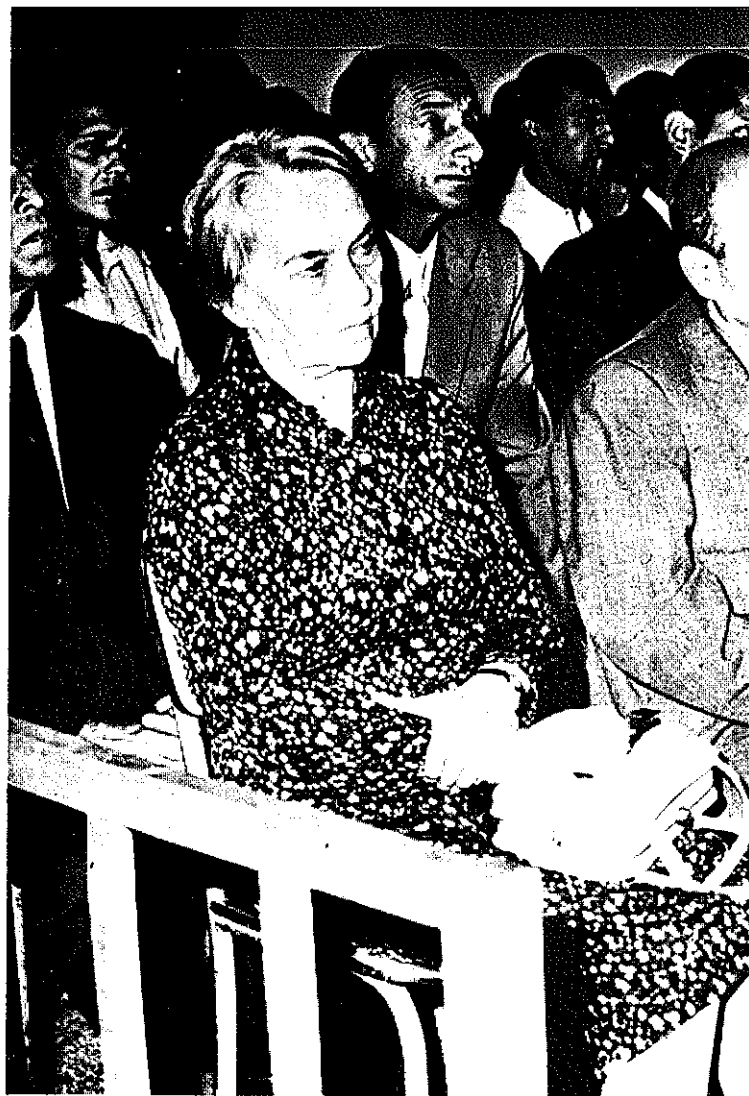
Voyant la croissance du mouvement socialiste en Turquie, la grande bourgeoisie a mis en pratique deux plans successifs.

D'abord, un des partis bourgeois, le Parti Républicain du Peuple (CHP), en renonçant à son passé, prétendit être un parti socio-démocrate pour manipuler les électeurs potentiels de la gauche.

La seconde attaque contre le TIP fut l'intervention militaire du 12 mars. Employant comme prétexte les violences politiques du début de l'année 1971, les militaires tout en conservant le Parlement comme façade, ont formé un gouvernement fantôme et proclamé la loi martiale dans 11 provinces de Turquie. Les militaires prirent comme première cible le TIP, seul parti politique opposé à l'intervention du 12 mars. La Cour Constitutionnelle, sous pression des militaires, interdit le parti sous prétexte de "séparatisme" pour avoir défendu les droits fondamentaux du peuple kurde dans la partie orientale de Turquie. Les dirigeants du parti ont été arrêtés.



Membre du TIP Vedat Demircioğlu: La première victime de la lutte anti-impérialiste



Mme Behice Boran et autres dirigeants du TIP jugés et condamnés devant un cour militaire en 1972.



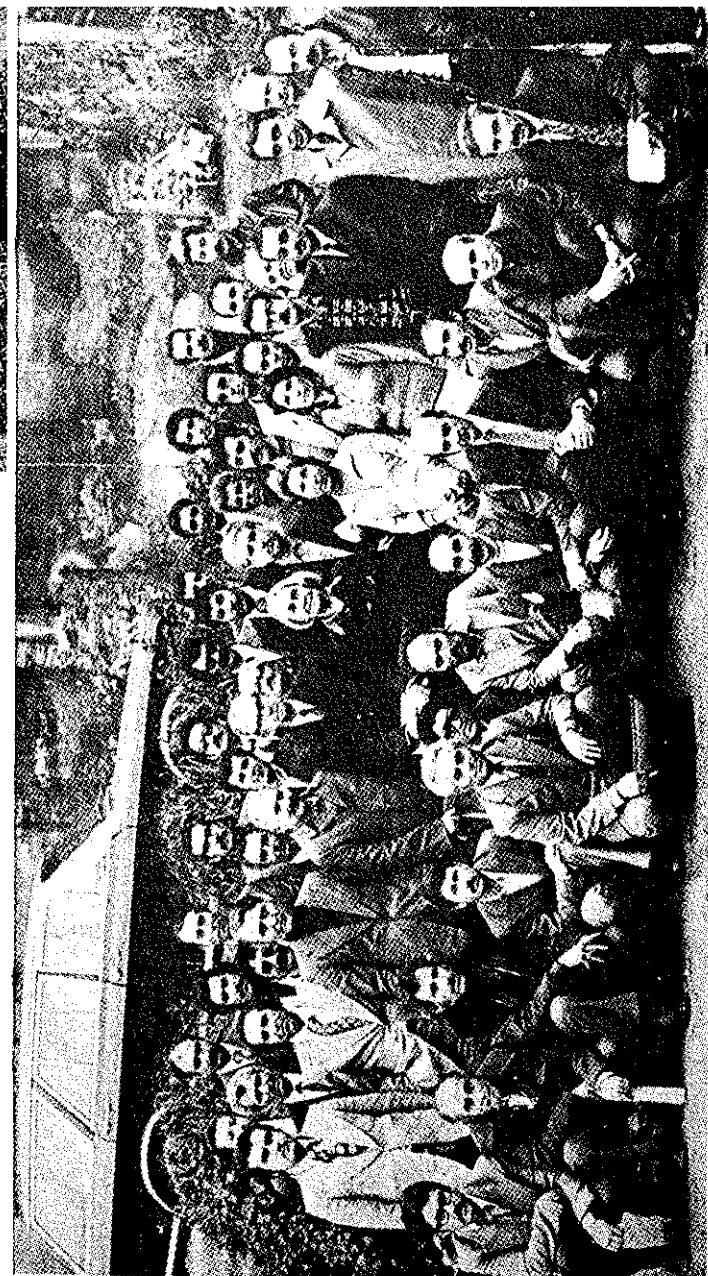
tés et condamnés à des peines d'emprisonnement allant jusqu'à 15 ans par personne par une cour militaire pour "avoir violé l'article 141 du Code Pénal Turc".

Aux côtes des dirigeants du TIP, plus de 10.000 progressistes ont été arrêtés, torturés et des centaines d'entre eux ont été condamnés à des lourdes peines de prison. Parmi eux, trois jeunes gens, Deniz Gezmiş, Yusuf Aslan et Hüseyin İnan ont été condamnés à mort et exécutés le 6 mai 1972.

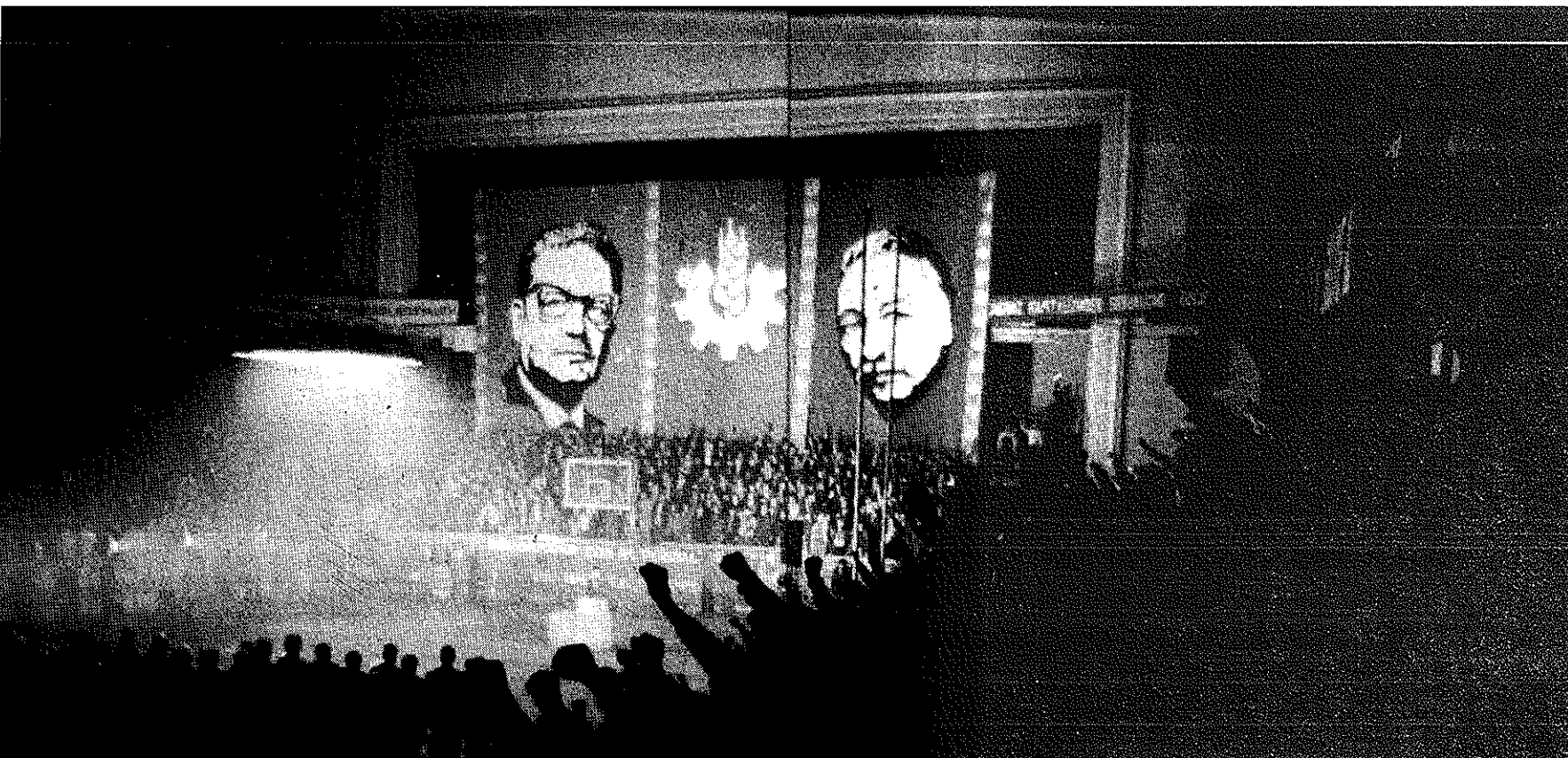
C'est pendant cette période qu'est apparu la sinistre organisation de Contre-Guérilla et ses provocations, chasses à l'homme et tortures.

Pendant que des milliers de jeunes progressistes étaient arrêtés et torturés pour "avoir participé à des actions de violence armée", des membres des unités de commando para-militaire du parti néo-fasciste restaient libres et étaient même engagés dans les forces de sécurité de l'Etat.

De nombreux progressistes ont été condamnés pour "avoir violé les articles 141 et 142 du Code Pénal Turc". Ces articles proviennent du Code Pénal de Mussolini de 1936. Ils prévoient de lourdes peines allant jusqu'à 15 ans de prison pour quiconque essaye de faire de la propagande pour une organisa-



Fondateurs du nouveau Parti Ouvrier de Turquie (1975)



Une des soirées de solidarité avec le Peuple chilien organisées par le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) en 1976. Trois chanteurs chiliens qui devaient participer à ces soirées furent chassés de Turquie par le gouvernement de l'époque.

tion indépendante représentant la classe ouvrière ou qui serait un fondateur ou dirigeant d'une telle organisation.

Depuis 42 ans, les autorités ont employé ces articles pour intimider et si nécessaire écraser l'opposition sociale en Turquie. Des centaines d'écrivains, éditeurs, traducteurs, acteurs, peintres ont été jugés et condamnés, des milliers de titres de livres ont été confisqués.

En 1963, le TIP fit appel à la Cour Constitutionnelle en lui demandant d'annuler ces deux articles dont les originaux n'étaient plus valables en Italie depuis la chute du régime fasciste. Mais la Cour Constitutionnelle rejeta cette demande avec un vote majoritaire d'une voix et les articles fascistes sont restés renforcés. C'est d'ailleurs le même tribunal qui clotura le TIP en 1971.

Mais grâce à la résistance croissante des masses, l'armée fut obligée en 1973 de mettre fin à la loi martiale. Après les élections générales manifestant une volonté populaire de démocratiser la vie politique dans le pays, le Parlement fut obligé de voter une amnistie générale pour les prisonniers politiques, exception faite de ceux condamnés pour actes de violence.

En même temps que d'autres prisonniers politiques, Mme Behice Boran et d'autres dirigeants du parti furent aussi relâchés et fondèrent à nouveau le 1er mai 1975 le Parti Ouvrier de Turquie (TIP).

Mme Boran fut élue présidente du parti. C'est la seule femme dirigeante de parti en Turquie. Mme Boran est une des premières sociologues du pays et elle participa au combat pour la démocratie et le socialisme depuis la période noire du "monoparti". Tout en donnant cours à la Faculté de Lettres de l'Université d'Ankara, elle était devenue une des premières cibles des offensives fascistes dirigées par les classes dominantes. Elle devient Présidente de l'Association des Amis de la Paix en 1950. Pour



Premier congrès du TIP après sa deuxième fondation

avoir protesté contre l'envoi de soldats turcs en Corée, cette association fut dissoute, ses dirigeants arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison. C'est en prison que Mme Boran donna naissance à son seul fils.

En 1962, elle a rejoint le TIP, et en tant qu'un des 15 députés du parti, elle a défendu les intérêts de la classe ouvrière dans le Parlement de 1965-69.

Après sa nouvelle fondation, le TIP a tenu son premier congrès en 1977. En accord avec la résolution du congrès, Mme Boran a proposé une alliance à long terme avec le Parti Républicain du Peuple de Mr. Ecevit basée sur une plate-forme commune de



Rencontre de Boran (TIP) et Ecevit (CHP) en 1977

combat contre l'impérialisme et le fascisme. Mais cette proposition fut rejetée par le CHP. Dès lors, le TIP décida de participer en parti indépendant aux élections générales de 1977.

Pendant la campagne électorale, le TIP sur la base des résolutions du 1er Congrès a fait un appel au peuple pour les objectifs suivants:

Quoique le but à long terme du TIP soit d'établir le socialisme en Turquie, la tâche immédiate c'est obtenir la démocratie. La lutte démocratique doit être liée avec la lutte contre l'impérialisme. Cette lutte doit aussi envisager comme cible principale les 'origines économiques des tendances et pratiques anti-démocratiques. Dans le court terme, le gouvernement de "Front Nationaliste" des partis de droite doit être renversé, les auteurs d'attaques armées et non-armées, d'assassinats doivent



Rassemblement électoral du TIP en 1977

être identifiés et punis. Les articles anti-démocratiques du Code Pénal doivent être supprimés. Les pratiques discriminatoires, oppressives, racistes et chauvines doivent être éliminées. Tous les droits sociaux modernes doivent être reconnus aux travailleurs. Tous les moyens légaux doivent être employés pour contrer les activités de l'impérialisme et des grands monopoles.

La Turquie doit se retirer de l'OTAN, les accords bilatéraux entre la Turquie et les Etats-Unis doivent être annulés. Les accords d'association entre la Turquie et la CEE doivent être annulés et remplacés par des accords bilatéraux de commerce. Des pactes de coopération, d'amitié et de non-agression doivent être co-signés avec tous les pays voisins. La formation d'un Etat de Chypre souverain, non-aligné, indépendant doit être garantie.

En même temps que le TIP, sept partis politiques ont pris part aux élections. Deux d'entre eux

étaient des partis de centre-gauche, le Parti Républicain du Peuple (CHP) et le Parti de l'Union de Turquie (TBP). De l'autre côté, cinq partis de droite rivalisent dans la manipulation des masses: le Parti de la Justice (AP), le Parti de Salut National (MSP), le Parti d'Action Nationaliste (MHP), le Parti Démocratique (DP) et le Parti Républicain de la Confiance (CGP).

Bien qu'élevant la voix du mouvement socialiste pendant la campagne, le TIP qui s'est présenté dans 15 provinces sur 67 n'a pas gagné assez de votes pour être représenté au Parlement. En effet les électeurs de gauche ont préféré voter pour le CHP en espérant renverser le gouvernement de "Front Nationaliste" de quatre partis de droite.

Les résultats comparés des élections de 1973 et 1977 montrent que le AP et le CHP ont réussi à augmenter leurs votes tandis que le parti religieux MSP, tout en gardant le même nombre de voix, a perdu la moitié de ses sièges au Parlement. Deux petits partis de droite, le DP et le CGP ont perdu leurs voix et leurs sièges au profit des grands partis. Le résultat le plus alarmant de ces élections a été l'augmentation importante du parti néo fasciste MHP à la fois en votes et en sièges.

D'après la composition du Parlement, quatre tendances politiques y sont représentées: le social-démocratie par le CHP, la droite du centre par le AP, le néo-fascisme par le MHP et le conservatisme religieux par le MSP.

Bien que chacun d'eux représente une tendance différente, leur mission à tous est de sauver l'ordre capitaliste en Turquie.

En s'affiliant à l'Internationale Socialiste en 1978, le CHP a montré clairement sa ligne politique. D'un autre côté le AP à sa convention de 1978, a bougé vers la droite, plus près des idées du MHP.

Contre toutes ces forces politiques pro-USA et pro-capitalistes, le TIP dirige l'opposition ex-



La Présidente Boran et le Secrétaire Général Nihat Sargin à Moscou pour le 60ème Anniversaire de la Révolution d'Octobre (plus haut) et la commémoration par le TIP du même anniversaire à Istanbul.





tra-parlementaire. En tant que parti politique de la classe ouvrière de Turquie, le TIP soutient toutes les mesures positives du gouvernement actuel pour accroître la démocratie, tout en critiquant sévèrement toutes les décisions néfastes aux intérêts des travailleurs.

Considérant la nécessité d'avoir une vraie organisation de jeunesse qui serait capable de lutter contre l'influence fasciste sur les jeunes, les membres et sympathisants du TIP ont fondé l'Association des Jeunes d'Avant-Garde Travailleurs, Paysans et Etudiants (GENÇ-ÖNCÜ) en 1978.

Affirmant qu'ils sont les compagnons et défenseurs les plus résolus de la classe ouvrière et de son parti politique, les Jeunes d'Avant-Garde déclarent qu'ils éduqueront les jeunes dans la perspective socialiste scientifique et lutteront pour l'indépendance, la démocratie et le socialisme.

Le Parti Ouvrier de Turquie entreprend sa lutte politique par une importante presse de parti: ÇARKBAŞAK (L'épi de Blé - la roue dentée): Organ central du parti, mensuel. YÜRÜYÜŞ (La Marche): Hebdomadaire d'information. YURT VE DÜNYA (Le Pays et le Monde): Bimestrielle de théorie et de recherches. GÖREV (La Tâche): Bimensuelle de masse. GENÇ ÖNCÜ (Jeune Avant-Garde): Mensuelle. De plus, une maison d'édition du parti, Bilim Yayınevi (Publication Scientifique) a publié sur une période de 3 ans plus de 50 titres sur de problèmes théoriques, politiques et idéologiques et sur les problèmes économiques et sociaux de la Turquie.

çark başak

YÜRÜYÜŞ
BAĞIMSIZLIK DEMOKRASİ SOSYALİZM

Yurt ve dünya
BAĞIMSIZLIK DEMOKRASİ SOSYALİZM

GÖREV
18 günlük gazete Sayı 9 5 Ağustos 1977 150 kuruş

ÖZÖZÖZ
aylık siyasi göçmen dergisi 1978

İSTANBUL ADALAN, ÜSKÜDAR, GAZİOSMANPAŞA, KADIKÖY, ESKİŞEHİR, KARSİYAKA, TOBBALI, BAĞDADI, İZMİR, TARSUS, KİLİS, ZONGULDAK, KIZILIRMAK, DİĞER İLİMLERİN MERKEZİ.

ÇARK BAŞAK

Depuis sa fondation, le TIP a toujours expliqué que la solution des problèmes graves de la Turquie pouvaient être résolus en cassant sa dépendance envers les Etats-Unis et en abandonnant les blocs politiques et militaires.

Après la formation du gouvernement Ecevit, le TIP a organisé une campagne anti-OTAN de 3 semaines à l'occasion de 29^{ème} anniversaire de cette alliance. Bien que cette campagne était soutenue par toutes les forces démocratiques, une répression policière sans précédent a été menée par le gouvernement d'après le témoignage des militants du parti dirigeant ces manifestations. Plus de cent militants du parti ont été arrêtés et battus par

Une session du Comité Central



la police et un membre du parti, Yılmaz Derebaşı fut abattu par les "Loups Gris".

Le TIP a aussi fait des critiques contre la politique économique du gouvernement Ecevit. Le Conseil des Ministres prévoyait une croissance de 8% du Produit National Brut dans la première période de 5 ans du plan de développement. Le Comité Central Exécutif du TIP montra qu'il était impossible d'atteindre les objectifs mentionnés dans ce plan aussi longtemps que la Turquie restait dans le système capitaliste. Il critiqua aussi le gouvernement à propos du choix d'un modèle capitaliste de développement tout en faisant peser le fardeau principal sur les épaules des travailleurs.

Exécutif du Parti Ouvrier de Turquie



Mais le problème brûlant de notre époque, c'est la sécurité et les libertés. La fréquence des assassinats politiques s'est accélérée depuis la formation du gouvernement Ecevit. Comme nous l'avons dit, la vague de terreur menace aussi les socio-démocrates et poussé l'armée à intervenir sur la scène politique.

Le TIP et toutes les forces démocratiques ont souvent déclaré qu'ils appuyeraient toutes les mesures efficaces que le gouvernement prendrait pour arrêter la terreur politique. Mais le gouvernement, au lieu de mettre fin aux activités secrètes de la Contre-Guérilla et de faire juger les responsables de la terreur néo-fasciste s'est contenté de déclarer que la violence est perpétrée par la gauche ainsi que par la droite. Il a aussi évité de participer à la même plate-forme que les forces

démocratiques et socialistes en Turquie.

De plus, les articles 141 et 142 du Code Penal existent encore et plusieurs progressistes sont encore jugés devant des tribunaux pour "les avoir violées". Il y a encore des intellectuels en prisons.



Les dirigeants du TIP et d'autres partis socialistes comme le Parti Socialiste Ouvrier de Turquie (TSIP) et le Parti des Travailleurs (TEP) sont souvent poursuivis par le procureur pour avoir violé ces articles.

Le 1er mai sanglant de 1977. Après une provocation, 34 personnes furent abattues dans la manifestation.

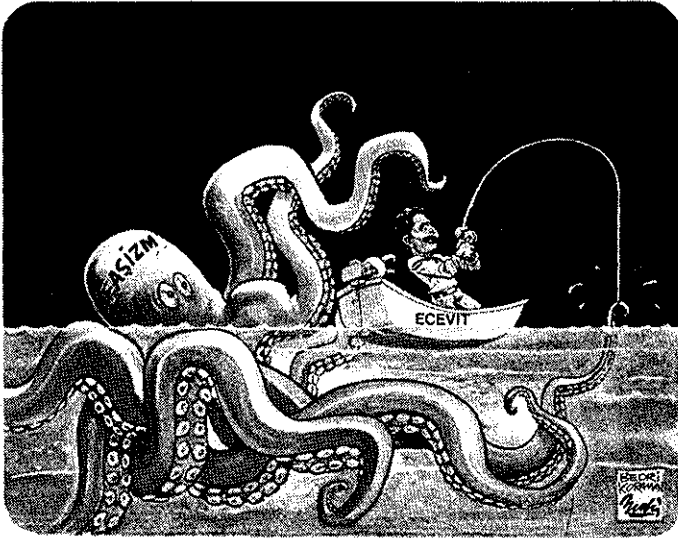


POUR UNE TURQUIE

DEMOCRATIQUE ET INDEPENDANTE

En fonction de tous les faits cités ici, le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) pose les revendications suivantes en tant que mesures urgentes pour la démocratisation de la vie politique en Turquie:

- o Les auteurs d'attaques armées et non-armées et d'assassinats doivent être identifiés et punis.
- o Les forces intérieures et extérieures qui soutiennent le Parti d'action Nationaliste et ses organisations filiales, comme ses ressources financières doivent être découvertes et poursuivies.
- o Le gouvernement doit prendre des mesures efficaces pour assurer le droit à la vie, l'inviolabilité et la liberté de l'individu.
- o Les articles 141-142 du Code Pénal Turc et les autres articles anti-démocratiques qui menacent continuellement les luttes économiques, politiques et idéologiques de la classe ouvrière doivent être immédiatement supprimés.
- o Tous les articles restrictifs et répressifs du Code des Partis Politiques doivent être supprimés.
- o La formation appelée le Parti Communiste de Turquie doit obtenir un statut légal.
- o Il faut mettre fin aux pratiques discriminatoires, répressives, racistes et chauvines, aux provocations et menaces dans l'Est et le Sud-Est.
- o Les personnes condamnées à des peines de prison pendant la période qui a suivi le 12 mars 1971 doivent être libérées et réhabilitées.
- o Il n'est possible d'être un démocrate cohérent et de mener une lutte cohérente pour la démocratie qu'en élevant ce combat au niveau d'une lutte pour rendre la structure sociale elle-même démocratique.



Dernièrement, comme des dizaines d'éditeurs et d'écrivains progressistes, un éditeur responsable d'une brochure intitulée "Programme du Parti Communiste de Turquie" fut jugé par un tribunal. Pendant son procès, les avocats demandèrent que son dossier soit transféré à la Cour Constitutionnelle en même temps qu'une demande d'annulation des articles 141 et 142 du Code Penal qui sont en contradiction avec la Constitution.

Pendant sa campagne électorale, le CHP avait promis d'annuler les articles anti-démocratiques du Code Pénal. Aujourd'hui, quoique le gouvernement ait le soutien de la majorité absolue du Parlement, il n'a encore fait aucune tentative de remplir la promesse du CHP.

Aussi longtemps que ces articles restent applicables, le TIP et les autres formations socialistes risqueront d'être dissoutes. Il s'agit là encore d'un autre danger pour la démocratisation.

- o *Les plus grandes menaces pour la démocratie sont l'impérialisme et le capital des grands monopoles. Aussi, la lutte démocratique doit être liée à la lutte contre l'impérialisme.*
- o *La Turquie doit sortir de l'OTAN et les accords militaires bilatéraux entre la Turquie et les Etats-Unis doivent être rejetés par le Parlement.*

Le massacre à Ankara est une tentative pour empêcher la réalisation de ces objectifs.

